



**PRÉFET
DE LA
CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Départementale de la Côte-d'Or

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 1188 du 2 août 2023

Portant mise en demeure de respecter diverses prescriptions applicables

SOCIÉTÉ MARBREK-CMF

STE-COLOMBE-SUR-SEINE et ETROCHEY

Le préfet de la Côte-d'Or

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-10, L. 171-11, L. 172-1 et suivants, L. 181-1, L. 514-5 ; L. 511-1 ;

VU le code de justice administrative ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 avril 2007 autorisant la SAS Société des Carrières d'ETROCHEY à exploiter une carrière de pierre calcaire et ses installations annexes sur le territoire des communes de Sainte-Colombe-sur-Seine et Etrochey ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 avril 2012 portant mutation d'une autorisation d'exploiter une carrière au profit de la SAS Société des Carrières de Bourgogne ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 mai 2022 portant mutation d'une autorisation d'exploiter une carrière au profit de la société MARBREK-CMF ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 avril 2023, transmis à l'exploitant par courrier du 20 avril 2023, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté transmis le 7 juillet 2023 à l'exploitant en application de l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'observation présentée par l'exploitant sur ce projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2007 dispose :

« L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté en 6 phases principales successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation et conformément au tableau suivant :

<i>Phase</i>	<i>Date prévisible de début de la phase</i>	<i>Surface mise en exploitation (m²)</i>	<i>Volume à extraire (m³)</i>
--------------	---	---	--

1	2007	7500	78375
2	2012	7500	78375
3	2017	8000	83600
4	2022	10000	104500
5	2027	10000	104500
6	2032	6100	63745

L'exploitation de la phase n+2 ne peut être engagée (extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés. » ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 8 mars 2023, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté que l'exploitant n'a pas respecté son plan de phasage :

- les phases 1 et 2 ont été menées ;
- la phase 3 n'a pas été réalisée ;
- les phases 4, 5 et 6 ont été partiellement menées.

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 8 mars 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté que les remises en état n'ont pas été effectuées avant d'entamer les phases suivantes ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2001 susvisé ;

CONSIDÉRANT que dans une telle situation, il convient que :

- l'extraction de matériaux au sein des phases 5 et 6, qui n'aurait pas dû débuter respectivement avant 2027 et 2032, cesse rapidement respectivement jusqu'à finalisation des travaux de remise en état des phases 3 et 4 ;
- les travaux de remise en état des phases 1 et 2, qui devraient être achevés, soient finalisés ;

CONSIDÉRANT par conséquent qu'il convient de fixer un délai de mise en demeure distinct selon les phases concernées par le non-respect des dispositions de l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2007 susvisé, fixé à :

- 1 mois pour les phases 5 et 6, de manière à faire cesser l'extraction de matériaux ;
- 6 mois pour les phases 1 et 2, correspondant à la durée estimée nécessaire pour la réalisation des travaux de remise en état de ces phases ;

CONSIDÉRANT que l'article 2.1.4 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2007 dispose :

« Toute zone dangereuse (travaux préliminaires, extraction, remise en état, bassin ...) doit être ceinturée par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi (barrière) qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation. Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le(s) chemin(s) d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation.

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit. » ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 8 mars 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté que :

- une pancarte en état signalant l'interdiction d'accès au chantier était bien présente aux abords des Carrireaux. Deux autres pancartes, également aux abords des Carrireaux, sont complètement effacées et blanchies par le temps. De manière générale, le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation sont insuffisamment signalés ;

- les zones de carrières sont insuffisamment mises en sécurité. L'accès aux zones de carrières est à certains endroits permis par l'absence de clôture ou de merlons ou végétations suffisamment denses, permettant ainsi un accès aisé aux personnes ou véhicules. Certaines entrées sont fermées par des blocs de pierre mais dont la disposition n'empêche pas l'accès aux piétons ou à des deux-roues ;
- l'exploitant a transmis des éléments complémentaires par courriel en date du 15/03/2023. Au vu de ces éléments, les dispositifs de restriction d'accès n'apparaissent toujours pas suffisamment dissuasifs (merlons de faibles hauteur) et d'autant plus du fait de l'absence d'activité et donc de l'absence de contrôle des accès. En outre, les photos transmises ne permettent pas de constater la présence de panneaux signalant le danger et d'interdiction de pénétrer ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 2.1.4 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2007 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'article 2.2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2007 dispose :

« [...] En aucun cas, l'extraction n'aura lieu en dessous de la cote de :

- 214 m NGF pour le site « Les Carrireaux », [...]

- 229 m NGF pour le site « La Charme aux Loups » ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 8 mars 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté que, d'après le plan topographique daté du 17/02/2023, les cotes minimales d'extraction sont dépassées de 1 à 2 m pour les zones de carrières des Carrireaux et de La Charme aux Loups :

- 212 m NGF pour la zone « Les Carrireaux », sur une surface de l'ordre de 3 500 m² ;

- 227 m NGF pour la zone « La Charme aux Loups », sur une surface de l'ordre de 18 500 m² ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 2.2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2007 susvisé ;

CONSIDÉRANT que dans une telle situation, il convient que l'extraction de matériaux cesse dans les zones concernées et que l'exploitant revienne à une situation respectant les cotes minimales ;

CONSIDÉRANT par conséquent qu'il convient de fixer un délai de mise en demeure en fonction de l'étendue des zones concernées par le non-respect des dispositions de l'article 2.2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2007 susvisé, délai fixé en tenant compte des capacités d'extraction et déchets d'extraction (l'apport de déchets inertes n'étant pas autorisé) :

- 6 mois pour la zone « Les Carrireaux » ;
- 24 mois pour la zone « La Charme aux Loups » ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du code de l'environnement prévoit *« en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations [...] l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »* ;

CONSIDÉRANT que, compte tenu de ce qui précède, il convient de mettre en demeure l'exploitant de respecter, dans des délais déterminés, les dispositions des articles 1.2.3, 2.1.4 et 2.2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2007 susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de Côte-d'Or ;

ARRÊTE

Article 1 : Objet

La société MARBREK-CMF, dont le siège social est situé rue Jacques LECOCQ 21400 ETROCHEY, est mise en demeure de respecter, dans les délais suivants, les dispositions suivantes pour les zones de carrières qu'elle exploite sur les communes de SAINTE-COLOMBE-SUR-SEINE et ETROCHEY :

- **dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions suivantes prévues à l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2007 susvisé relatives à la remise en état des phases 1 et 2 : « *L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté en 6 phases principales successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation et conformément au tableau suivant :*

<i>Phase</i>	<i>Date prévisible de début de la phase</i>	<i>Surface mise en exploitation (m²)</i>	<i>Volume à extraire (m³)</i>
<i>1</i>	<i>2007</i>	<i>7500</i>	<i>78375</i>
<i>2</i>	<i>2012</i>	<i>7500</i>	<i>78375</i>

L'exploitation de la phase n+2 ne peut être engagée (extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés. » ;

- **dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions suivantes prévues à l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2007 susvisé relatives aux phases 5 et 6 ; « *L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté en 6 phases principales successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation et conformément au tableau suivant :*

<i>Phase</i>	<i>Date prévisible de début de la phase</i>	<i>Surface mise en exploitation (m²)</i>	<i>Volume à extraire (m³)</i>
<i>5</i>	<i>2027</i>	<i>10000</i>	<i>104500</i>
<i>6</i>	<i>2032</i>	<i>6100</i>	<i>63745</i>

»

- **dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions suivantes prévues à l'article 2.2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2007 susvisé relative à la cote minimale à respecter : « *214 m NGF pour le site « Les Carrireaux »* »,
- **dans un délai de 24 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions suivantes prévues à l'article 2.2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2007 susvisé relative à la cote minimale à respecter : « *229 m NGF pour le site « La Charme aux Loups »* » ;
- **dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté**, l'ensemble des dispositions prévues à l'article 2.1.4 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2007 susvisé

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Notification et Publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société MARBREK-CMF.

Article 4 : Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Côte-d'Or, la Sous-Préfète de Montbard, le Maire de la commune d'Etrochey, le Maire de la commune de Ste-Colombe-sur-Seine, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Fait à DIJON

Le Préfet

Pour le préfet et par délégation,

La secrétaire générale adjointe

Signé

Amelle GHAYOU